

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE
LOUVAIN

DEPARTEMENT DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

LES GRANDES PUISSANCES DANS L'OCEAN INDIEN (1945 - 1990) :
UNE APPROCHE GEO-STRATEGIQUE DE LA PROJECTION DE LA
PUISSANCE

Thèse pour le doctorat en sciences politiques

Raoul Delcorde

1993

TOME II

Comité de thèse :

Promoteur : Professeur Jean Barrea

Rapporteurs : Professeurs Bichara
Khader et Robert
Anciaux

w94

BSPol 26487

CHAPITRE VI

LA PENETRATION STRATEGIQUE SOVIETIQUE DANS L'OCEAN
INDIEN

On se rappelle les éléments qui ont préparé la pénétration soviétique dans cette région du monde : l'expansion tsariste en Asie centrale musulmane et l'attrait des mers chaudes; la prétention du régime soviétique à faire triompher son idéologie sur toute la planète (en particulier durant l'ère Brejnev); et, enfin, la constitution d'une puissante flotte militaire au service des visées hégémoniques de l'Union soviétique.

Cette pénétration s'est organisée dans les décennies 1970 et 1980, à partir d'un faisceau d'intérêts se développant dans différentes directions.

Il y a d'abord l'axe des relations Est/Ouest; il s'agit de la rivalité qui existait alors entre Etats-Unis et URSS pour se constituer des zones d'influence dans les "rimlands" décrits au chapitre 2. En vertu de cette dynamique opposant deux stratégies concurrentes, l'URSS cherche à s'allier un certain nombre de régimes en place dans les Etats bordant l'océan Indien; ce faisant, elle se constitue une clientèle d'Etats amis et réduit d'autant l'influence occidentale dans la région. Ce premier axe recoupe en quelque sorte un second, l'axe Nord/Sud sur lequel l'URSS va exploiter une image tiers-mondiste, pour faciliter sa pénétration

en direction du Sud et en évincer "l'impérialisme occidental". Enfin, il y a l'axe sino-soviétique : il s'agit de compléter l'encerclement de la Chine par le Sud.

Avant d'analyser en détail les formes de cette stratégie de pénétration il convient de s'arrêter sur ses causes immédiates.

I. L'EXPANSION SOVIETIQUE DANS L'OCEAN INDIEN

A) LA MENACE NUCLEAIRE AMERICAINE

L'URSS a pris très au sérieux la possibilité d'un déploiement de sous-marins nucléaires américains dans l'océan Indien. Ce déploiement devenait, en effet, possible dès lors que les Etats-Unis eurent mis au point le missile balistique Polaris A-3 (1) qui a une portée de 2.500 miles marins et pouvait atteindre le coeur industriel de l'URSS depuis le Nord-Ouest de l'océan Indien. Ce déploiement de missiles Polaris A-3 complétait une chaîne de missiles balistiques chargés sur des sous-marins nucléaires, les Polaris A-1 (en Mer du Nord à proximité de la Norvège) et les Polaris A-2 (en Méditerranée orientale). A mesure que, dans les années 1960 et 1970, les Etats-Unis développaient leur capacité de seconde frappe nucléaire à partir de sous-marins nucléaires déployés à proximité de l'URSS, les dirigeants soviétiques élaborèrent une contre-stratégie navale de "déploiement de l'avant" ("forward deployment"); elle était destinée à étendre le périmètre de sécurité soviétique et finalement à y entraver la mobilité des sous-marins nucléaires américains. Pour ce faire la marine soviétique devait se manifester dans des mers et océans où les flottes occidentales bénéficiaient traditionnellement d'une prépondérance de fait. Des opérations dans des zones aussi éloignées de l'URSS que l'océan Indien nécessitaient des facilités portuaires, des capacités

de communication par satellite, des missiles mer-mer, et, enfin, une nouvelle classe de sous-marins.

La présence navale soviétique dans l'océan Indien est inséparable du nouveau contexte du "déploiement de l'avant". Sans, pour autant, que les Etats-Unis aient jamais reconnu avoir déployé des missiles balistiques dans l'océan Indien, les Soviétiques furent persuadés (ou voulurent se persuader) qu'il existait à tout le moins une menace de ce type et ils en trouvèrent la confirmation dans l'aménagement d'un centre de télécommunication à Diego Garcia et à North West Cape en Australie (2).

Les Soviétiques décidèrent donc de déployer à leur tour des bâtiments dans l'océan Indien, en manière de riposte au déploiement supposé de Polaris américains. Cette pénétration navale soviétique, qui débuta en 1968, s'est déroulée à peu près au moment du retrait des Britanniques de l'Est de Suez, sans qu'il faille, cependant, en conclure que l'URSS ait voulu combler le vide ainsi laissé dans cette région sensible du monde.

Les décennies 1970 et 1980 sont, globalement, celles de la "coexistence pacifique" ou de la "paix violente" (l'expression est du contre-amiral Labrousse pour indiquer la permanence de crises et de conflits localisés principalement dans le Tiers-Monde, que les superpuissances tentent de contrôler pour éviter des tensions trop grandes). L'URSS n'excluait pas, cependant, en dépit de cette coexistence globale, le risque d'une confrontation directe avec les Etats-Unis. Dans cette logique, elle a sans doute craint un moment que les Américains ne profitent de la vulnérabilité de

son flanc sud ("le ventre mou") et la menacent à partir de sous-marins nucléaires d'attaque déployés dans l'océan Indien. Comme le note Ferenc Vali (3), dans la perception soviétique, cet océan est une zone défensive, tandis que les Etats-Unis y déploient une stratégie offensive. D'où la mise au point d'une stratégie de "l'interdiction des mers" ou "sea denial" (4). En fait, la marine soviétique était mal préparée à une telle stratégie et ne sera jamais vraiment à même de menacer durablement les plans stratégiques américains dans l'océan Indien.

Arrêtons-nous un moment sur la plausibilité d'un déploiement nucléaire américain dans l'océan Indien. S'en prenant au "mythe" de la dissuasion nucléaire Est-Ouest dans l'océan Indien, J.-A. Bernard observe qu'un SNLE (Sous-marin Nucléaire Lanceurs d'Engins balistiques) venant de la base navale la plus rapprochée c'est-à-dire Guam, dans le Pacifique (Diego Garcia n'entrant en ligne de compte qu'au milieu des années 80) est obligé de naviguer à faible vitesse (5 à 10 noeuds) pour échapper à la détection (5). Cela étant, il mettrait environ vingt jours pour atteindre son "pas de tir" dans la mer d'Arabie. De plus, n'ayant qu'une autonomie de navigation de 60 jours, il ne pourrait demeurer dans son périmètre stratégique qu'une vingtaine de jours, compte tenu de la durée du voyage de retour (20 jours). Cela entame fort la capacité de dissuasion effective de tels engins. Enfin, le développement des missiles Trident devait permettre aux Etats-Unis d'atteindre les centres vitaux de l'URSS à partir du Pacifique, de l'Arctique ou de la Méditerranée orientale. On peut donc légitimement en inférer que les Américains pouvaient aisément faire

l'économie d'un déploiement de missiles dans l'océan Indien tout en exerçant une action dissuasive sur l'URSS. Bref, si le déploiement de SNLE américains dans l'océan Indien est peu probable, les préoccupations exprimées par les dirigeants du Kremlin ne seraient qu'une tentative de justifications de leur propre présence navale dans ce même océan, sous la forme notamment, du déploiement de SNA (sous-marins nucléaires d'attaque). Il est toutefois peu probable que l'URSS et les Etats-Unis aient sérieusement envisagé de transformer l'océan Indien en théâtre de confrontation sous-marine, ne fut-ce que parce que les eaux de cet océan sont très défavorables à la détection par sonar.

Sans doute le renouveau de la stratégie maritime soviétique, sous l'impulsion de l'Amiral Gorshkov, entre-t-il pour une large part dans la décision de Moscou de manifester une présence sur tous les océans et, donc, notamment, dans l'océan Indien. Cette présence n'est pas, à notre avis, une réponse spécifique à la menace (supposée ou réelle) des missiles américains. Tout porte à croire que les dirigeants soviétiques ont utilisé ce prétexte pour décider, à la fin des années 1960, d'envoyer des éléments de leur flotte du Pacifique dans l'océan Indien. Ce qui a surtout motivé l'URSS (qui venait d'aboutir à une parité nucléaire avec les Etats-Unis) relevait de la politique de prestige, à savoir la volonté de manifester son nouveau rang de superpuissance, capable de mettre en place une diplomatie navale concurrente de celle de sa rivale (6). On n'aura jamais fini de mesurer la puissance du ressort que constitue la politique de prestige !

Dans ses modalités la réponse soviétique au déploiement (supposé) des Polaris ne s'est pas faite en termes de compétition stratégique mais de projection limitée de puissance. L'URSS s'est, en effet, dotée, dans l'océan Indien, d'une capacité limitée de lutte anti-sousmarine: elle a déployé, mais en petit nombre, des sous-marins nucléaires d'attaque affectés en priorité à la chasse aux sous-marins. En fait, la véritable menace qui pesait sur les intérêts américains dans l'océan Indien ne provenait pas de la présence navale soviétique, mais bien des capacités aériennes et terrestres soviétiques situées dans le Sud de l'URSS. Comme nous avons pu le voir dans le chapitre sur la géostratégie de l'océan Indien, il existe une asymétrie entre la présence militaire soviétique dans la région - qui découle d'une proximité géographique - et la présence des forces américaines. C'est précisément pour pallier cette asymétrie que les Etats-Unis se sont efforcés de tendre vers une suprématie maritime dans l'océan Indien et ont même envisagé le déploiement de sous-marins nucléaires prêts à riposter à une escalade soviétique.

Le dispositif aérien soviétique est le véritable contrepoids au dispositif naval américain : les bombardiers stratégiques Backfire, TU-95 Bear et Blackjack - ces deux derniers avec une large autonomie de vol - pouvant constituer une sérieuse menace pour l'US navy en mer d'Arabie et au-delà. Lorsque l'URSS pouvait stationner ses forces en Afghanistan, elle était encore plus proche du Golfe, possible théâtre de confrontation entre les superpuissances. Mais il serait faux, à notre sens, d'en conclure que la réponse

(en termes de déploiement naval et aérien) des Soviétiques ait été directement dirigée contre les Etats-Unis. Elle ressort davantage, pensons-nous, des ambitions d'une superpuissance soucieuse d'établir une parité politique (et non stratégique) avec sa rivale. Certes, tant les bombardiers stratégiques basés dans le Sud de l'URSS que les sous-marins nucléaires d'attaque de la marine soviétique ont une capacité dissuasive et constituent un frein (surtout psychologique) à l'usage de la force par les Américains. Ces effets de contrepoids restent toutefois périphériques par rapport à l'objectif soviétique central, celui de s'assurer une sphère d'influence dans la région.

B) DIPLOMATIE NAVALE

L'utilisation de la puissance navale à des fins politiques apparaît comme une des raisons majeures du déploiement de la marine soviétique dans l'océan Indien. L'amiral Gorshkov, comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, a mis en place une nouvelle doctrine navale qui rompt avec l'ancienne conception du rôle purement protecteur de l'Eskadra et lui assigne des missions en temps de paix. Il semble bien que l'incapacité de l'URSS à déployer une flotte conséquente lors de la crise de Cuba ait contribué à la prise de conscience de la nécessité d'une flotte capable de se déployer loin des rivages russes et d'y rivaliser avec l'US navy. A partir de 1965, en effet, des bâtiments soviétiques relâchent dans des ports de l'océan Indien, puis s'en retournent à leur port d'attache, sur la côte Pacifique de la Sibérie. A partir de 1969, l'URSS maintient une présence maritime

permanente dans l'océan Indien; cette présence prend parfois la forme d'une réaction à un déploiement naval américain, suite à une situation de tension régionale. Ainsi durant le conflit indo-pakistanaï de 1971, l'URSS détacha-t-elle cinq bâtiments de guerre à proximité du Golfe de Bengale. Lorsque l'US navy détacha à son tour le porte-avion "Entreprise" accompagné d'une "task force", l'URSS envoya un second groupe de bâtiments dans la perspective d'une bataille contre le porte-avion. Ce détachement avait avant tout pour objectif de soutenir l'Inde et de faire pression sur le Pakistan, ainsi brusquement confronté au risque d'être engagé dans un combat naval avec le "Soviet Indian Ocean Squadron" (en abréviation SOVINDRON). En outre, en indiquant que les Etats-Unis n'étaient plus les seuls à avoir la maîtrise de la haute mer, Moscou envoya un signal à l'ensemble des Etats riverains de l'océan Indien . Il est toutefois peu probable que les Soviétiques aient vraiment cherché à se mesurer aux Américains au cours de ce conflit.

Lors du conflit de l'Ogaden en 1977-78, Moscou détacha plus de 20 navires en mer Rouge. Il s'agissait à nouveau de lancer un signal à Washington afin que l'ampleur du soutien soviétique au régime éthiopien y soit bien mesuré. La diplomatie navale se doublait ici d'un soutien logistique pour l'acheminement d'armes à partir d'Aden aux ports éthiopiens.

En 1980, l'URSS renforça sa présence navale dans la périphérie du Golfe afin de contrebalancer le déploiement naval américain. Le porte-avion "Minsk" (7) (en réalité un "grand croiseur anti-sous-marins"), un croiseur de la classe "Kara", et le navire de

débarquement "Ivan Rogov" sont envoyés dans le Golfe. Des destroyers lance-missiles, des dragueurs de mines, des navires de soutien logistique sont également envoyés dans la région, non pas pour affronter l'US navy mais en vue d'une démonstration de force. En 1981, l'URSS a envoyé des bâtiments dans le Canal du Mozambique, suite à des incursions sud-africaines au Mozambique. En août 1982, Moscou envoya deux destroyers à Port Victoria, capitale des Seychelles, au moment où le Président René faisait face à une tentative de coup d'Etat.

Cette politique du "flag showing" correspond au rôle de superpuissance que l'URSS entendait jouer dans la région. Comme on le verra un peu plus loin, cela faisait partie d'une politique visant à nouer des liens avec une série d'Etats de l'océan Indien, en jouant à leur égard un rôle de soutien discret, voire de protection déclarée face à une superpuissance concurrente. Ces "gesticulations" qui s'adressaient aux Etats-Unis (dont il s'agissait de limiter la capacité d'influer à leur guise sur le cours d'une crise locale) relevaient d'une approche bipolaire des relations internationales.

Les choses étant dorénavant ce qu'elles sont, les Etats-Unis devront désormais prendre en compte le risque d'un affrontement direct avec l'URSS à l'occasion d'une intervention dans une région où les Soviétiques ont des objectifs stratégiques concurrents. Nous verrons un peu plus loin si une ^{Vraie} rivalité des superpuissances s'est manifestée dans l'océan Indien.

A côté des missions ponctuelles en période de crise, la marine soviétique a également organisé des "visites amicales" dans nombre de ports de l'océan Indien. Il s'agit ici de visites destinées à rendre plus tangible la présence soviétique dans toute la région, y compris auprès d'Etats alliés de l'Occident.

Une situation atypique se présenta fin 1986. Le Koweït sollicita, en effet, l'aide de l'URSS et des Etats-Unis pour protéger ses pétroliers, devenus la cible d'attaques iraniennes au cours de la "guerre des tankers". Les Soviétiques acceptèrent de placer des tankers koweïtiens sous leur pavillon et de les escorter. Peu après les Américains décidèrent, à leur tour, d'en faire autant. Cette décision était en grande partie motivée par leur crainte de voir l'URSS profiter de la situation pour renforcer sa présence navale dans le Golfe. Le Président Reagan alla jusqu'à déclarer que, sans réaction rapide, les Etats-Unis risquaient de perdre le Golfe au profit de l'URSS (8). Pourtant il est loin d'être sûr que l'URSS ait voulu exploiter la demande du Koweït pour renforcer durablement son influence dans la région. On note, en effet, que l'engagement soviétique demeura limité - quelques petites frégates, des dragueurs de mines légèrement armés et des navires de soutien logistique.

S'il est vrai que l'URSS avait proposé que les flottilles envoyées dans le Golfe soient placées sous la bannière de l'ONU, elle ne protesta pas vraiment lorsque Washington imposa le cadre de l'UEO. Le déploiement consécutif de bâtiments occidentaux dans le Golfe ne fut pas qualifié de "stratégie impérialiste" et ce silence était sans doute significatif de la

nouvelle pensée stratégique soviétique, d'abord orientée vers des objectifs de défense. Coïncidant avec l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev en mars 1985, cette nouvelle donne stratégique est aussi marquée par un abandon de la politique traditionnelle de confrontation avec la superpuissance rivale. Dans le rôle qu'elle a assuré tout au long de cette "guerre des tankers", l'URSS s'est gardée d'opérer une stratégie concurrente de celle des Etats-Unis. Elle annonçait, ce faisant, l'entente américano-soviétique lors de la guerre du Golfe. Et déjà se profilait l'effacement de l'Union soviétique et son corollaire, la prééminence incontestée des Etats-Unis, seule véritable superpuissance. Cet effacement prendra la forme, à partir de 1989, d'un retrait stratégique massif, non seulement du Moyen-Orient, mais aussi d'Europe centrale et orientale. Tout ceci en vertu d'une nouvelle stratégie globale, arrêtée en 1989, qui assurait à l'URSS l'accès à l'économie mondiale, en échange d'une adhésion aux objectifs stratégiques américains. Par conséquent, la marine soviétique s'en retourna à un rôle purement défensif tandis que les prétentions de l'amiral Gorshkov à une vocation mondiale de la marine soviétique s'en trouvèrent oubliées.

C) DISPOSITIF STRATEGIQUE SOVIETIQUE DANS L'OCEAN INDIEN

Comme on l'a vu précédemment, l'URSS eut pour objectif d'empêcher que l'océan Indien ne serve à des opérations menaçant directement sa sécurité. C'est ainsi qu'il fut considéré comme une ligne de communication

essentielle reliant les ports européens de l'URSS à ses ports du Pacifique. Depuis le précédent malheureux de la bataille navale de Tsou Shima (qui vit la défaite de la flotte russe par le Japon, en 1905), la marine soviétique sait l'importance d'une liaison rapide entre ses ports de la mer Noire et ceux de la Baltique et du Pacifique. Qui plus est, les gros bâtiments soviétiques sont construits dans les chantiers navals de la Baltique et doivent nécessairement transiter par l'océan Indien pour rejoindre Vladivostok et les autres ports de Sibérie orientale. L'URSS doit également protéger sa route périasiatique. En 1978 - et cela n'a que peu varié dans la décennie suivante - 80 % du fret entre les parties européenne et extrême-orientale de l'URSS passaient par cette route, les lignes de chemin de fer transsibériennes ne suffisant pas et étant bien moins économiques. On prévoit donc qu'une part croissante du fret soviétique sera transportée par mer. L'URSS a dès lors veillé à s'assurer, sur tout le pourtour de l'océan Indien, d'un réseau de facilités de mouillage et de soutien logistique, tant pour sa flotte commerciale que pour sa marine de guerre. La protection de cette route est logiquement devenue, fût-ce progressivement, un des objectifs majeurs de l'amirauté soviétique et a influencé la stratégie navale dans la région. Dans ce contexte, les menaces potentielles viennent surtout de la Chine. L'URSS en redoute la stratégie d'encerclement par le Sud et la capacité de retourner à son profit - grâce à sa politique tiers-mondiste - les gouvernements de la région, avec lesquels Moscou a noué des accords de coopération. En outre, le risque d'une résurgence des tensions sino-soviétiques rendrait plus aléatoire encore la liaison ferroviaire transsibérienne. D'où la

nécessité de s'assurer un transit sans heurt par l'océan Indien. Ce transit a du reste beaucoup bénéficié de la réouverture du canal de Suez en 1975; les distances à parcourir pour pénétrer dans l'océan Indien en ont été grandement raccourcies. Avant cela, la flotte soviétique du Pacifique devait, en effet, parcourir la très longue route asiatique, soit près de 20.000 km, pour atteindre la mer d'Arabie. Désormais l'océan Indien était à la portée de la flotte de la mer Noire après un parcours de 5.300 km... seulement.

L'URSS n'a jamais disposé, dans l'océan Indien, d'une structure militaire permanente du type de la "Rapid Deployment Force" américaine. Son dispositif naval pour le Golfe et l'océan Indien était traditionnellement lié à la base maritime de Vladivostok... distante d'environ 20.000 km. D'où la création du "Sovindron" (Soviet Indian Ocean Squadron) qui constitue la huitième Eskadra et déploie en moyenne 15 navires analogues à ceux de l'Eskadra méditerranéenne. Pour répondre à ses objectifs politiques, l'URSS s'est assurée, depuis 1969, d'une présence navale permanente dans l'océan Indien. En 1980, au moment de la révolution iranienne et de l'occupation soviétique de l'Afghanistan, l'Union soviétique avait déployé environ 25 bâtiments : 3 à 4 destroyers et escorteurs, 3 patrouilleurs, 2 à 3 navires de transport de troupes et de débarquement, 4 à 5 sous-marins et une dizaine de navires de soutien logistique. Elle n'y conserve cependant en moyenne que 5 bâtiments de surface et deux sous-marins, renforcés par une dizaine d'unités auxiliaires. Régulièrement des "navires scientifiques" s'adjoignent à cette flotte, notamment pour l'analyse ou le brouillage

d'émissions radio. Dans la plus pure tradition soviétique, il existe aussi une interdépendance entre navires marchands et militaires.

Un autre aspect non négligeable de son déploiement naval dans l'océan Indien est la possibilité ainsi offerte à la marine soviétique de se familiariser à des conditions de navigation très différentes de celles auxquelles elle est habituée : climat chaud et humide, grande salinité, mousson, etc.

Pour organiser son déploiement naval dans l'océan Indien, Moscou avait besoin d'un réseau de facilités de mouillage et de soutien logistique (9). Ce réseau devait lui permettre de mener une guerre conventionnelle limitée dans la région. On note cependant que le Sovidron ne peut être ravitaillé qu'à partir du Pacifique (très éloigné) ou de la mer Noire et, dans ce dernier cas, la flotte soviétique serait contrainte de passer par les Dardanelles, le Canal de Suez et la mer Rouge, avec tous les risques d'interception que cela implique. La principale voie de pénétration de l'Eskadra dans l'océan Indien est donc celle des détroits malaysiens et indonésiens qui font communiquer le Pacifique avec l'océan Indien. Aussi importait-il, pour l'URSS, de se doter d'une base moins éloignée desdits détroits que Vladivostok. C'est pour cette raison que les Soviétiques ont développé la base militaire vietnamienne de Cam Ranh, située à mi-chemin entre Vladivostok et la mer d'Arabie. La baie de Cam Ranh offre des facilités de mouillage remarquable et les travaux d'extension du port permettent d'y accueillir les bâtiments soviétiques les plus imposants. Des sous-marins nucléaires y

relâcheraient également. L'existence d'une telle base à proximité de plusieurs verrous stratégiques de l'océan Indien a été prise très au sérieux par les Etats-Unis.

Les autres points d'appui soviétiques dans la région sont également situés à proximité de "points d'étranglement" ou "goulets" tels la Corne de l'Afrique, le Golfe et le canal du Mozambique. Sur la route conduisant à la mer d'Arabie, l'Eskadra a la possibilité de relâcher dans les ports indiens de Vishakhapatnam, de Bombay et de Madras, ainsi que dans les îles Andaman et Nicobar, à proximité du détroit de Malacca. Mais c'est manifestement dans le Golfe d'Aden que l'URSS a constitué un véritable dispositif logistique dont le premier élément important fut la base de Berbera, en Somalie. Les Soviétiques s'y établirent en 1974 mais la perdirent cependant en 1977, lorsqu'ils soutinrent l'Ethiopie dans le conflit de l'Ogaden. Ce fut la seule véritable base navale qu'ils édifièrent dans l'océan Indien. On y trouvait (10) un port en eau profonde pouvant recevoir des bâtiments de 12.000 tonnes, un entrepôt pour missiles, des installations de télécommunication, des docks pour la réparation des navires, etc. La perte de Berbera fut compensée par les facilités de mouillage obtenues dans les ports érythréens de Assab et Massawa, en mer Rouge. L'URSS put également disposer des îles Dahlak, au large de Massawa (11). Les Soviétiques obtinrent aussi des facilités logistiques à Aden : docks pour la réparation des navires et utilisation de l'ancienne base aérienne britannique de Kormaksar où étaient stationnés des bombardiers TU-16 ainsi que des avions de reconnaissance maritime IL-38, au rayon d'action

couvrant toute la mer d'Arabie. Les Soviétiques disposaient également de facilités sur l'île de Socotra (grande comme la moitié de la Corse et située à 250 km du Cap Gardafui); cela leur permettait de contrôler le trafic maritime tant en direction du Golfe que vers la côte orientale de l'Afrique. Ils auraient également eu des installations navales sur l'île sudyéménite de Kamaran, à 320 km au Nord du détroit de Bab-el-Mandeb, en mer Rouge. Ainsi l'URSS s'était-elle dotée d'une capacité de contrôle des accès à la mer Rouge et sa présence lui conférait des possibilités d'exercer, par ladite mer Rouge, une pression sur les Etats modérés du Moyen-Orient et du Golfe. L'URSS envoya, du reste, des navires dans le Golfe; ils relâchaient dans le port irakien de Umm Qasr, construit avec son assistance. C'est une base navale offrant un vaste éventail d'ateliers de réparation et d'entrepôts. On ne peut toutefois l'atteindre qu'en passant par l'étroit couloir de Khor Abdullah, situé entre le territoire irakien et les îles koweïtiennes de Bubiyan et Warba. Cela en complique l'accès et en accroît d'autant la vulnérabilité, sauf pour le cas où l'Iraq venait à s'emparer de ces deux îlots koweïtiens. Histoire à suivre...

L'URSS a aussi cherché à obtenir des facilités de mouillage aux Seychelles et aux Maldives. Dans le premier cas, il s'agissait de contrebalancer les facilités américaines au Kenya et, dans le second, celles de Diego Garcia. L'URSS n'obtint qu'une facilité d'escale à Mahé pour ravitailler ses navires en carburant, tandis que, du fait de l'opposition de l'Inde, elle ne put louer la base aérienne de Gan, dans les Maldives, après le départ des Britanniques en 1976.

L'URSS obtint, en revanche, des droits de mouillage à Maurice, en Tanzanie et aux Comores; elle aurait également obtenu des autorités de Madagascar le droit d'installer trois stations radars sur la côte Ouest de l'île et des facilités aériennes militaires à l'aéroport Ivato. En revanche, les Malgaches ont été très prudents (à cause des réactions de l'opinion interne et internationale) avant de concéder des facilités à la flotte soviétique dans le port d'Antseranana (ex Diego Suarez) dont la rade est excellente. L'URSS a enfin renforcé sa présence au Mozambique en s'appuyant sur les bases aériennes et navales de Nacala, Beira et Maputo. A partir du Mozambique, l'URSS pouvait peser sur le cours des événements en Afrique Australe, comme elle le fit dans la Corne de l'Afrique.

Cela étant, la marine soviétique pouvait se passer de bases et de facilités dans l'océan Indien, grâce à la technique des bouées d'amarrage. A ces bouées sont, en effet, amarrés des pétroliers faisant office de stations-services flottantes.

II. INTERETS REGIONAUX DE L'URSS

Dans l'océan Indien, l'URSS n'a jamais vraiment cherché à défier la politique américaine. Elle s'est trouvée au contact d'un ensemble très divers d'Etats ayant pour la plupart connu la domination coloniale et, partant, peu enclins à accepter toute influence extérieure trop marquée. Elle pouvait difficilement prétendre jouer le rôle d'une puissance anti-coloniale et libératrice après l'occupation de l'Afghanistan en 1980. En fait, la politique soviétique est vite apparue pour ce qu'elle était vraiment : une version russe - ou communiste - de l'acquisition de sphères d'influence. Dans la terminologie soviétique, on parle de "zones de sécurité". Ces zones sont situées sur la périphérie du territoire soviétique et toute la stratégie de l'URSS a consisté à y stabiliser des régimes favorables. C'est dans ce contexte d'extension d'une sphère d'influence qu'il faut placer, à notre avis, l'occupation de l'Afghanistan. Ce pays n'est pas, en tant que tel, un Etat de l'océan Indien, mais, en l'occupant pendant près de dix ans, l'URSS s'est rapprochée des "mers chaudes" et est devenue partie de l'hinterland de l'océan Indien. Sans nous attarder ici sur la stratégie soviétique en Afghanistan (qui relève d'une étude séparée), nous pouvons relever que, durant les années 80, l'URSS a développé l'infrastructure militaire afghane, bien au-delà des besoins spécifiques à la lutte anti-guérilla contre les moudjahiddins. A partir des bases aériennes afghanes, les avions

soviétiques pouvaient effectuer des opérations de reconnaissance et d'attaque dans toute la partie Nord-Ouest de l'océan Indien (12). Comme on l'a vu précédemment, la composante terrestre et aérienne de la stratégie soviétique dans la région était plus développée que sa composante navale.

L'expansion navale de l'URSS dans l'océan Indien et les facilités qu'elle a pu y acquérir ne lui suffisaient pas pour soutenir un conflit contre les Etats-Unis et leurs alliés. L'URSS ne pouvait même pas raisonnablement concurrencer la stratégie régionale (en termes de sphères d'influence) des Etats-Unis et de leurs alliés; elle n'y aspirait sans doute pas non plus pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, l'URSS se rendait compte qu'en menaçant les intérêts vitaux des Etats-Unis elle courait le risque d'un affrontement aux conséquences imprévisibles; en outre, la capacité de projection de ses forces dans l'océan Indien était restée limitée; les dirigeants soviétiques se sont progressivement rendus compte qu'un déploiement militaire de grande envergure nécessitait des moyens financiers importants dont ils avaient besoin pour faire face à de graves problèmes économiques internes; enfin, l'URSS se prononçait, tout comme les Etats-Unis, en faveur du statu quo dans l'océan Indien. Plutôt, donc, que de chercher à se confronter sur place aux pays occidentaux, Moscou a concentré ses efforts sur une approche politique des différents Etats de la région. Pour conceptualiser cette approche, on s'inspirera du concept développé par Cantori et Spiegel sur le "système intrusif". Un système intrusif consiste dans

"la participation politiquement significative de puissances extérieures dans les relations internationales du système subordonné" (13). Par "participation politiquement significative" les auteurs entendent une prise de participation dans l'équilibre des forces du système subordonné pouvant affecter l'équilibre des forces du système dominant. La participation a été identifiée à la possession d'un territoire, à l'aide économique ou militaire produisant un changement dans l'équilibre des forces de la région; on pourrait aussi mentionner une alliance, l'envoi de troupes, etc. Le type de pénétration du système subordonné par la puissance intrusive est en grande partie déterminé par les motivations, la localisation et les moyens de cette dernière puissance. Sur le plan empirique, le concept de "système intrusif" est illustré par les différentes alliances nouées par l'URSS avec des Etats de la région. En général, ces alliances ont été formalisées par des traités d'amitié et de coopération; on relève ainsi, sur le pourtour de l'océan Indien, les traités conclus avec l'Egypte (en 1971, abrogé en 1976), avec l'Inde (en 1971), avec la Somalie (1974, abrogé en 1977), avec le Mozambique (en 1977), avec l'Ethiopie (1978), avec le Vietnam (1978), l'Afghanistan (1978), avec le Sud-Yémen (1979), et, enfin, avec le Nord-Yémen (1984). Il s'agit de traités qui se ressemblent dans la forme et le contenu. Les signataires s'engagent tous à ne pas adhérer à des alliances militaires dirigées contre les co-signataires et de se consulter si l'une des parties fait l'objet d'une agression. Les traités signés avec l'Egypte, la Somalie et l'Inde ne prévoyaient cependant pas de coopération militaire pour garantir la sécurité des parties. En cas de crise, les traités signés avec

l'Ethiopie et le Nord-Yémen, pour leur part, commandent simplement aux signataires de "chercher immédiatement à prendre contact". On est donc très loin de l'accord de sécurité mutuelle. Pourtant, si des Etats d'Asie et d'Afrique ont signé de tels traités, c'est dans la mesure où leurs intérêts nationaux coïncidaient avec ceux de l'URSS. Il arriva cependant qu'un Etat ne consulta même pas l'URSS avant de mener une action offensive de nature à éventuellement desservir les intérêts soviétiques dans la région : la Somalie ne consulta pas Moscou lorsqu'elle attaqua l'Ethiopie à propos de la souveraineté de l'Ogaden. De même, Bagdad ne consulta que peu ou prou Moscou lorsqu'il déclencha son offensive contre l'Iran. Dans un cas comme dans l'autre, l'Union soviétique s'est aperçue qu'il n'est guère possible de nouer des relations d'assistance avec l'un des protagonistes d'un conflit local, tout en conservant l'amitié de l'autre. Il est finalement apparu que les Etats liés par un traité à l'URSS ne cherchaient, en fin de compte, qu'à utiliser leur puissant allié en guise de contrepoids à un adversaire régional.

A) LA STRATEGIE REGIONALE DE L'URSS

A partir du cadre, ainsi brossé, des relations entre l'URSS et ses alliés de l'océan Indien, nous pouvons examiner la stratégie régionale de l'URSS. Dans chacune des sous-régions envisagées nous verrons comment l'appui apporté par l'URSS à un ou plusieurs Etats a, par un jeu de contrepoids, amené les autres Etats de la sous-region à chercher l'appui des Etats-Unis.

dominer l'Asie du Sud-Est et du Sud, et éliminer enfin les Etats-Unis du continent (14). La crainte ressentie en Chine - celle d'être progressivement encerclée par l'URSS - devint plus aiguë encore lorsque les troupes soviétiques pénétrèrent en Afghanistan, fin 1979.

En Asie du Sud-Ouest, l'occupation soviétique de l'Afghanistan a réintroduit une dimension (et une confrontation) Est/Ouest. Cela eut des conséquences de divers ordres : la prétention indienne à dominer cette région fut durablement affectée et Delhi se trouva contrainte à se réaligner sur Moscou, ceci pour faire face à la montée en puissance de son voisin pakistanais, bénéficiaire d'un fort soutien militaire, tant américain que chinois, dans le cadre du conflit afghan. Les Etats d'Asie du Sud craignirent que l'URSS ne poussât l'Inde à satelliser ses voisins, comme le Vietnam le fit au Laos et au Cambodge. Aussi, devant la montée en puissance de l'Inde, la réaction logique de ces Etats a été de chercher un contre-poids à l'axe soviéto-indien, sans cependant affronter directement l'Inde qui n'a jamais été un satellite de l'URSS.

Dans le Golfe, l'URSS s'est avancée à la fois diplomatiquement et militairement. Elle a soutenu la thèse selon laquelle le Golfe devait être soustrait au contrôle et à l'ingérence des grandes puissances. Sur cette base elle entendait jouer un rôle anti-impérialiste, lequel rôle cependant, depuis l'invasion de l'Afghanistan, était de moins en moins crédible. Il est aussi évident que l'URSS a cherché à jouer sur les sentiments anti-occidentaux de certains gouvernements locaux, notamment celui de l'Iran. C'est ainsi que, sans pour autant lâcher Bagdad, comme en

témoignent d'importantes fournitures d'armes à l'Iraq, Moscou a soutenu Téhéran, sur le plan militaire tout d'abord; des pays amis de l'URSS (Libye, Corée du Nord) ont également pris le relais des Etats-Unis dans les ventes d'armement à l'Iran; sur le plan diplomatique, ensuite; même s'il valut quelques injures à l'égard du "grand Satan" du Nord, le non-alignement de Téhéran fut profitable au Kremlin; d'abord parce que les Américains ont dû quitter ce vaste territoire contigu à l'URSS, d'où ils surveillaient pas mal de choses; ensuite, parce que Téhéran était le principal obstacle à l'instauration d'une paix américaine au Moyen-Orient dont l'Union soviétique aurait été absente.

Tout se passe donc comme si l'URSS cherchait à avoir sa place dans le système politique et économique du Golfe dont elle fut longtemps écartée. Elle peut certes compter sur un allié local, l'Iraq, et sur une proximité géographique renforcée par l'occupation de l'Afghanistan. Mais il y eut aussi des obstacles : un régime athée dans une région où l'Islam triomphe, la contestation de la domination russe par les populations musulmanes de l'Asie centrale soviétique, l'absence d'attrait économique de l'URSS pour ces Etats arabes du Golfe parmi les plus riches du monde. Aussi est-il difficile de parler d'un grand dessein stratégique de l'URSS dans la région. Tout au plus avait-elle, à l'époque, le temps et la proximité géographique pour elle.

L'URSS a également cherché à étendre son influence dans la Corne de l'Afrique. Au début des années 1970, on comptait des gouvernements pro-soviétiques en Egypte, au Soudan, au Sud-Yémen et en Somalie. L'Ethiopie, à

ce moment-là liée étroitement aux Etats-Unis et à Israël, était isolée et aux prises avec une insurrection d'inspiration marxiste en Erythrée. En l'espace de quelques années, l'Egypte expulsa les "conseillers" soviétiques et Moscou perdit son influence au Soudan, à la suite d'un putsch avorté, dans lequel des Soviétiques furent soupçonnés d'avoir trempé. Fin 1977, l'URSS fut expulsée de Somalie, après avoir apporté un soutien militaire au nouveau régime révolutionnaire en Ethiopie. Quoique liée à l'Egypte et à la Somalie par des traités et par une assistance militaire de grande ampleur, Moscou ne put exercer de véritable influence sur la politique étrangère de ses deux alliés, en grande partie parce que les intérêts des puissances locales ne coïncidaient pas avec les objectifs globaux de l'URSS. Ainsi l'URSS souhaitait la stabilité dans la Corne de l'Afrique, alors que la Somalie avait des prétentions territoriales sur l'Ogaden, province éthiopienne.

Moscou tenta, en 1977, de faire aboutir une alliance entre l'Ethiopie, la Somalie, Djibouti et le Sud-Yémen; ses efforts demeurèrent vains (15). Comme l'écrit H. Carrère d'Encausse, "la thèse soviétique était que seul un arrangement de ce type pouvait éviter aux Etats et la désagrégation - dont l'Ethiopie est menacée au début de 1977 partout où des tendances séparatistes existent - et les affrontements permanents, et enfin le recours aux alliances extérieures où l'indépendance des pays se perdait. En d'autres termes, la médiation soviétique se présente comme la voie royale vers la suppression des ingérences et des conflits, même si Moscou ne suggère nullement son propre retrait de la région. C'est au contraire sa garantie, ses armes, son

assistance qui doivent réconcilier des adversaires."
(16)

Pourquoi Moscou avait-elle tellement investi en armes et en installations dans la Corne de l'Afrique ? Tentait-elle de se réintroduire par "la porte de derrière" dans les affaires du Moyen-Orient ? Sans doute y avait-il aussi la volonté d'établir un relais stratégique à proximité du Golfe et d'affirmer sa présence dans des zones éloignées du territoire soviétique, à la fois moins grosses du risque d'une confrontation directe avec les Etats-Unis et où ces derniers étaient vulnérables. Un membre du ministère des Affaires Etrangères d'URSS résumait l'intérêt de son pays pour la Corne de l'Afrique en ces termes : "La Corne de l'Afrique est d'abord et avant tout d'une réelle importance militaire, politique et économique. L'importance de la région réside dans sa situation au carrefour de deux continents, l'Asie et l'Afrique. Il y a beaucoup de bons ports dans le Golfe persique et l'océan Indien. En outre, il y a des voies de communication maritime qui lient des Etats producteurs de pétrole à l'Amérique et à l'Europe." (17)

raisons purement stratégiques" (in Réflexion sur l'océan Indien, Défense Nationale, juin 1986, p.100).

**PACTES ET TRAITÉS CONCERNANT LES RIVERAINS
DE L'Océan Indien**
(source : CERM)

Pays	URSS	USA	Autres	Observations
Afrique du Sud			Israël	Coopération militaire dans le domaine des armements.
Mozambique	X			Traité d'amitié et de coopération (TAC) 3/1977. Aide militaire active.
Madagascar	X		France	Accords de coopération militaire 3/1974 en sommeil
Maurice				
Comores			France	Accord de défense avec la France, 10 novembre 1978.
Tanzanie			Chine	Accord assistance militaire.
Kenya		X		Défense mutuelle 1980, facilités navales et aériennes.
			G.-Br.	Accords de défense, de survol, d'entraînement.
Seychelles	X			Accords 4/1981
Somalie	(X)			TAC 1962 rompu 1977
		X		Facilités navales et aériennes.
Djibouti			France	Accord militaire 1977.
Éthiopie	X			TAC 1978.
		X		Défense naturelle, 1975 caduc.
			Hongrie	Amitié.
			Libye et Yemen s.	Accord tripartite (1981). Clause de défense (?).
Soudan			Chine	Accord coopération militaire 1/1982.
Égypte	(X)			TAC S/1971 abrogé 3/1976.

PACTES ET TRAITÉS CONCERNANT LES RIVERAINS
DE L'Océan Indien
(source : CERM)

Pays	URSS	USA	Autres	Observations
		X		Accord militaire 1981.
Israël		X		Accord de défense mutuelle, 7/1952.
Jordanie				
Arabie Saoudite				
Yémen du Nord			Chine	Traité d'amitié 1964.
Yémen du Sud	X			TAC 10/1979. Facilités à Aden, Socotra.
			Bulgarie, Hongrie	TAC 11/1981.
			Libye et Éthiopie	Accord tripartite (1981).
Oman		X		Accord militaire ; facilités à Salalah et Masirah.
Émirats			G.-Br.	Amitié 8/1971.
Qatar			G.-Br.	Amitié 8/1971.
Bahrein			G.-Br.	
		X		Accord militaire ; facilités portuaires.
Koweït				
Irak	(X)			TAC 4/1972. Accord 12/1978. Pas d'aide soviétique dans le conflit avec l'Iran.
Iran				
Pakistan		X		Pas de traité mais aide militaire.
Inde	X			TAC 1971.
Maldives				
Chagos (Diego Garcia)		X		Traité E.U./G.-Br. 1972 et 1976.
Sri Lanka				
Bangladesh				
Birmanie				
Thaïlande		X		Aide militaire.
Malaisie		X		Aide militaire.
Singapour				
Indonésie				Aide militaire.
Australie				ANZUS 1951 - Facilités navales et aériennes.

PRÉSENCE NAVALE SOVIÉTIQUE EN OCÉAN INDIEN

Source : CERM

ANNÉE	1980		1981		1982		1983		1984		1985
Semestre	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1
Combat surface	11	10	7	7	6	6	4	6	5	7	5
Sous-marins	4	5	4	3	3	2	0,5	1	2	1	2
Auxiliaires	10	13	11	11	13	11	10	10	11	11	10
Scientifiques	7	5	6	5	10	5	12	8	8	8	5

En résumé, une présence moyenne d'un couple SSK/SSGN, de quatre bâtiments de surface (1 croiseur et 1 destroyer, un bâtiment de débarquement, un patrouilleur) et de 13 auxiliaires (bâtiment atelier, bâtiment base de sous-marin, pétroliers ravitailleurs et divers) est assurée. Cette force minimale peut être renforcée épisodiquement par des forces de passage en mission particulière, ainsi en 1984 :

- transit d'un porte-avions et d'un gros bâtiment de débarquement de la flotte du Nord vers le Pacifique ;
- déploiement d'un porte-hélicoptères durant l'affaire des mines de la mer Rouge.

CHAPITRE VII

liens diplomatiques assez étroits avec nombre d'Etats de cette région du monde. Mais, hormis le "Five Power Defense Act" déjà mentionné, il n'est aucune autre structure militaire régionale dans laquelle Londres joue un quelconque rôle actif.

